



**Assemblée générale**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/AC.109/2055  
17 juin 1996  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ SPÉCIAL CHARGÉ D'ÉTUDIER LA SITUATION  
EN CE QUI CONCERNE L'APPLICATION DE LA  
DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE  
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

ÎLES VIERGES BRITANNIQUES

Document de travail établi par le Secrétariat

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. GÉNÉRALITÉS . . . . .	1 - 2	3
II. ÉVOLUTION CONSTITUTIONNELLE ET POLITIQUE . . . . .	3 - 11	3
A. Évolution constitutionnelle . . . . .	3 - 5	3
B. Changements intervenus au sein du Gouvernement . . . . .	6 - 8	4
C. Partis politiques et élections . . . . .	9 - 10	4
D. Fonction publique . . . . .	11	4
III. SITUATION ÉCONOMIQUE . . . . .	12 - 37	5
A. Généralités . . . . .	12 - 13	5
B. Finances publiques . . . . .	14 - 18	5
C. Aménagement du territoire et bâtiments . . . . .	19	6
D. Agriculture, élevage et pêcheries . . . . .	20 - 22	6
E. Développement industriel . . . . .	23 - 24	7
F. Sociétés internationales et finance . . . . .	25 - 29	7
G. Tourisme . . . . .	30 - 34	8

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
H. Assistance fournie par les organismes des Nations Unies . . . . .	35	8
I. Dette publique . . . . .	36	8
IV. SITUATION SOCIALE . . . . .	37 - 42	9
A. Main-d'oeuvre . . . . .	37	9
B. Santé publique . . . . .	38 - 41	9
C. Criminalité et prévention du crime . . . . .	42	9
V. ENSEIGNEMENT . . . . .	43 - 45	9
VI. PARTICIPATION AUX ACTIVITÉS DES ORGANISATIONS RÉGIONALES ET DES MÉCANISMES RÉGIONAUX . . . . .	46	10
VII. STATUT FUTUR DU TERRITOIRE . . . . .	47 - 49	10
A. Position du Gouvernement du territoire et de la Puissance administrante . . . . .	47	10
B. Examen de la question par l'Assemblée générale . . . . .	48 - 49	10

## ÎLES VIERGES BRITANNIQUES<sup>1</sup>

### I. GÉNÉRALITÉS

1. Les îles Vierges britanniques sont composées d'une trentaine d'îles et d'îlots, dont 16 sont habités. Elles couvrent une superficie totale de 153 kilomètres carrés et se trouvent à 96 kilomètres à l'est de Porto Rico et à 225 kilomètres au nord-ouest de Saint-Kitts-et-Nevis, à proximité immédiate des îles Vierges américaines. Les principales îles sont Tortola (54 km<sup>2</sup>, la plus étendue de l'archipel), Anegada (38 km<sup>2</sup>), Virgin Gorda (21 km<sup>2</sup>) et Jost Van Dyke (9 km<sup>2</sup>). Peter Island et Cooper Island sont surtout des centres de villégiature. Le principal aéroport se trouve sur Beef Island. La capitale, Road Town, est située sur Tortola. Le climat est subtropical et tempéré par les alizés. La température moyenne se situe entre 20 et 28 °C en hiver et entre 26 et 31 °C en été. Les précipitations annuelles moyennes sont de 1 270 millimètres.

2. Selon des estimations datant de 1995, les îles Vierges britanniques comptaient 18 000 habitants, dont plus de 90 % étaient d'origine africaine. Étant donné les liens spéciaux qui existent entre le territoire et les îles Vierges américaines, les résidents du territoire n'ont pas besoin de visa lorsqu'ils se rendent dans ces îles. Mais à cause de cet arrangement, le territoire a continué d'avoir des problèmes dus à la présence d'immigrants illégaux, qui utilisent les îles Vierges britanniques comme une passerelle pour se rendre aux îles Vierges américaines.

### II. ÉVOLUTION CONSTITUTIONNELLE ET POLITIQUE

#### A. Évolution constitutionnelle

3. On trouvera dans le précédent document de travail relatif au territoire établi par le Secrétariat (A/AC.109/1180, par. 6 à 12) une description détaillée du British Virgin Islands Constitutional Order de 1976, modifié en 1979 et 1982, qui régit le territoire.

4. Comme indiqué précédemment (voir A/AC.109/1142, par. 13 à 15, et A/AC.109/1180, par. 13 à 18), la Puissance administrante, à la demande du Conseil législatif du territoire, a procédé en 1993 à une révision de la Constitution.

5. Dans son rapport, la Commission de révision de la Constitution mise en place en 1993 a formulé 31 recommandations concernant les points suivants : statut futur du territoire, pouvoirs du Gouverneur, composition du Conseil exécutif et du Conseil législatif, élection du Ministre principal par l'ensemble de la population, suppression du vote par procuration, élection du Président du Conseil législatif, appartenance du Procureur général au Conseil législatif en tant que membre de droit, élections générales, Commission de la fonction publique, nationalité et statut de ressortissant, déclaration des droits, registre d'intérêts, médiateur, etc. (pour plus de précisions, voir document A/AC.109/2017, par. 5 à 21).

## B. Changements intervenus au sein du Gouvernement

6. Le 21 juin 1995, M. David Mackilligin a prêté serment en qualité de nouveau Gouverneur après que son prédécesseur, M. Peter A. Penfold, eut achevé son mandat (octobre 1991-juin 1995). Le nouveau Gouverneur abordera sans doute certaines des questions constitutionnelles examinées par la Commission de révision de la Constitution, à savoir, la création éventuelle d'un cinquième ministère, la déclaration des droits attendue et d'autres changements recommandés par ladite commission. Il serait nécessaire de créer un cinquième ministère afin de "mieux répartir les charges pesantes de l'exécutif". On considère également qu'il est grand temps d'inclure une déclaration des droits qui autoriserait les citoyens à contester le caractère constitutionnel de lois injustes.

7. À la suite du décès du Ministre principal, M. Lavity Stoutt le 14 mai 1995, le Gouverneur a nommé le Vice-Ministre principal et Ministre de la santé, de l'éducation et de la protection sociale, M. Ralph O'Neal, Ministre principal par intérim. Même si la Constitution n'envisage pas les incidences sur le plan législatif du décès du Ministre principal dans l'exercice de ses fonctions, elle habilite le Gouverneur à user de son pouvoir discrétionnaire pour nommer au poste de Ministre principal le membre élu du Conseil législatif qui, à son avis, est le mieux à même de remporter le soutien d'une majorité des membres élus dudit conseil. Après le décès de l'ancien Ministre principal, le Gouvernement et l'opposition disposaient d'un nombre identique de sièges au Conseil législatif.

8. À l'issue de l'élection partielle tenue en juillet 1995 en vue de pourvoir le siège laissé vacant par l'ancien Ministre principal, M. Ralph O'Neal a été nommé Ministre principal et Ministre des finances.

## C. Partis politiques et élections

9. Les îles Vierges britanniques comptent trois partis politiques : le Virgin Islands Party (VIP), le United Party (UP) et le Concerned Citizens Movement (CCM)<sup>2</sup>.

10. À l'occasion des dernières élections générales qui ont eu lieu dans le territoire le 20 février 1995 (pour plus de précisions, voir document A/AC.109/2017, par. 2 et 3), des modifications ont été apportées au système électoral sur la recommandation de la Commission de révision de la Constitution : quatre nouveaux sièges ont été créés au Conseil législatif, portant le nombre total de membres de 9 à 13.

## D. Fonction publique

11. Au 31 décembre 1995, la fonction publique du territoire comptait 2 522 employés, dont 1 399 occupaient des postes permanents, 697 des postes non permanents rémunérés à la journée, et 426 des postes de salarié dans des offices publics et des organisations non gouvernementales semi-autonomes. Le gouvernement du territoire estime que les effectifs de la fonction publique sont très élevés par rapport au nombre d'habitants (18 000) et d'actifs (11 000 personnes environ). Le projet de budget pour 1996 prévoit quelque

6,6 millions de dollars au titre du coût supplémentaire annuel de l'augmentation des traitements et salaires versés aux fonctionnaires (5 532 200 dollars) et aux employés non permanents rémunérés à la journée (1 045 700 dollars)<sup>3</sup>.

### III. SITUATION ÉCONOMIQUE

#### A. Généralités

12. L'économie des îles Vierges britanniques repose toujours sur le tourisme et les services financiers, secteurs dont la croissance soutenue tendrait à prouver que le territoire s'est remis des dégâts causés par les trois derniers ouragans : "Hugo", "Luis" et "Marilyn". Le Gouvernement met l'accent sur la poursuite de l'expansion de ces deux secteurs ainsi que sur l'élargissement et la diversification des activités économiques. Dans le cadre de sa stratégie de développement, le Gouvernement vise également à atteindre l'objectif de développement durable en développant les équipements économiques de base, en optimisant les recettes et en élevant le niveau de vie de la population grâce à une répartition plus équitable des bénéfices économiques<sup>4</sup>.

13. Dans son discours sur le budget, le Ministre principal et Ministre des finances a déclaré que, selon les données préliminaires dont disposait la Division de statistique du Service de la planification du développement, le produit intérieur brut (PIB) du territoire s'était accru de 4 % en 1995, contre 3,5 % en 1994. Cette hausse pouvait s'expliquer en grande partie par la poursuite de l'expansion du secteur des services financiers, par la reprise enregistrée dans le secteur touristique et par le renforcement continu des liens existant entre les deux secteurs<sup>3</sup>. L'agriculture et l'industrie occupent une place modeste et ont peu d'impact sur l'activité économique.

#### B. Finances publiques

14. En mars 1996, le Conseil législatif a approuvé le projet de budget pour l'exercice 1996. Les recettes courantes étaient estimées à 100,6 millions de dollars environ et les dépenses courantes à 89,3 millions de dollars environ, ce qui représentait un excédent de 11,2 millions de dollars, dont 10,5 millions devaient être versés au Fonds d'investissement afin de contribuer au financement du budget d'investissement pour 1996<sup>3</sup>.

15. Le montant révisé des dépenses pour l'exercice 1995 a été estimé à 93,9 millions de dollars, le montant initialement prévu étant de 81,8 millions de dollars<sup>3</sup>.

16. Les prévisions de dépenses courantes pour 1996 se répartissent comme suit : Cabinet du Vice-Gouverneur (11,7 millions de dollars); Cabinet du Ministre principal (9,7 millions de dollars); Ministère des finances (8,8 millions de dollars); Ministère des ressources naturelles et du travail (4,4 millions de dollars); Ministère de l'éducation et de la culture (14,7 millions de dollars); Ministère de la santé et de la protection sociale (13,2 millions de dollars); et Ministère de la communication et des travaux publics (16,6 millions de dollars)<sup>3</sup>.

17. Les 10 projets d'investissement les plus importants pour l'exercice 1996 concernent l'amélioration et l'entretien du réseau routier (4 millions de dollars), la construction d'une nouvelle prison (1,8 million de dollars), le H. Lavity Stoutt Community College (118 millions de dollars), l'achat de terres à Belmont (1,1 million de dollars), la route Drakes Highway (1,1 million de dollars), la construction d'une nouvelle caserne de police (0,9 million de dollars), l'aéroport d'Anegada (0,7 million de dollars), le pont Queen Elizabeth II (0,5 million de dollars), le bâtiment administratif de Virgin Gorda (0,4 million de dollars) et la distribution d'eau (0,4 million de dollars)<sup>3</sup>.

18. Le Conseil législatif a approuvé un budget d'investissement d'un montant de 27,2 millions de dollars qui prévoit de contracter un nouvel emprunt de 720 000 dollars en vue de financer, à titre de contrepartie d'une contribution locale de 500 000 dollars, le projet d'agrandissement de l'aéroport de Beef Island<sup>3</sup>.

#### C. Aménagement du territoire et bâtiments

19. Les principaux travaux d'équipement qui doivent débiter ou se poursuivre en 1996 (voir par. 17) se répartissent sur l'ensemble du territoire, des îles Anegada à Jost Van Dyke. Ils comprennent les projets suivants : construction d'une caserne de police; phase I du projet d'amélioration et d'entretien du réseau routier (Blackburn Road); achèvement de la nouvelle prison à Balsum Ghat; centre de documentation et d'apprentissage du H. Lavity Stoutt Community College; achèvement du projet d'amélioration et d'entretien du réseau routier (Drakes Highway); achat de terres à Belmont et à Nibbs Estates; revêtement et réfection de l'aéroport d'Anegada; rénovation du pont Queen Elizabeth II; bâtiment administratif de Virgin Gorda; projets de distribution d'eau à Road Town, Jost Van Dyke, Virgin Gorda et Ridge Road. L'aménagement de Road Town s'est également poursuivi<sup>3</sup>.

#### D. Agriculture, élevage et pêcheries

20. L'agriculture se limite aux productions vivrières et au pâturage, essentiellement à Tortola, Jost Van Dyke et Virgin Gorda. Les productions vivrières comprennent les fruits et légumes; la canne à sucre est cultivée pour la production de rhum. Le Gouvernement encourage les investissements dans ce secteur, notamment dans la culture hydroponique de légumes frais. L'élevage est un autre sous-secteur; le bétail est constitué essentiellement d'animaux hybrides originaires du Sénégal et d'animaux anglais (Red Polls)<sup>4</sup>.

21. Les eaux côtières du territoire sont très poissonneuses; le poisson est destiné à la fois à la consommation intérieure et à l'exportation. L'utilisation de navires plus grands et de techniques plus modernes a permis d'augmenter le volume des prises. Ce secteur représente moins de 10 % du produit intérieur brut<sup>4</sup>.

22. Dans son discours sur le budget, le Ministre principal et Ministre des finances a déclaré que la production agricole avait été inférieure aux prévisions initiales. Toutefois, le territoire se prépare à adhérer officiellement à l'Institut de recherche et de développement agricole des Caraïbes. Celui-ci devait créer un bureau dans le territoire afin d'aider le

Département de l'agriculture à mener des travaux de recherche-développement en exploitation dans des domaines touchant le bétail, la nutrition, la production intégrée de légumes et les programmes de commercialisation<sup>3</sup>.

#### E. Développement industriel

23. L'industrie manufacturière reste marquée par un faible taux d'activité. Afin de stimuler ce secteur, le Gouvernement s'efforce depuis quelque temps de renforcer et d'étoffer les programmes du Ministère du commerce, des investissements et de la promotion afin d'y inclure la protection des consommateurs, le développement des petites entreprises, etc. (voir A/AC.109/2017, par. 37).

24. Outre l'industrie du rhum, les îles Vierges britanniques ont deux usines de fabrication de glace, un artisanat destiné principalement aux touristes et de petites entreprises de construction de bateaux. La réparation et l'entretien de bateaux de plaisance occupent également une place importante dans l'industrie locale. Le territoire produit des matériaux de construction<sup>4</sup>.

#### F. Sociétés internationales et finance

25. Dans son discours sur le budget, le Ministre principal et Ministre des finances a déclaré que les renseignements disponibles sur l'immatriculation de sociétés internationales indiquent de bonnes performances en 1995 et que les îles Vierges britanniques restent le principal domicile extraterritorial des sociétés. En 1995, 32 523 sociétés internationales ont été immatriculées et, à la fin de l'année, on comptait 168 642 sociétés immatriculées dans le territoire, soit 27 % de plus qu'en 1994<sup>3</sup>.

26. Afin d'encourager la diversification des services financiers et de faire du territoire un centre financier plus attractif, un projet de loi sur les sociétés à responsabilité limitée, les compagnies d'assurances et les sociétés d'investissement à capital variable sera soumis au Conseil législatif.

27. Le Gouvernement envisage également d'introduire à la fin de 1995 une loi concernant l'insolvabilité et l'immatriculation des bateaux. Avec la loi de 1994 sur les assurances, le Trustee Amendment Act de 1993 et la loi sur les sociétés transnationales, ces textes constitueront la législation nécessaire à des activités extraterritoriales dynamiques et durables sur le territoire<sup>3</sup>.

28. Dans son discours sur le budget, le Ministre principal et Ministre des finances a déclaré que son administration restait résolue à poursuivre le remaniement des textes de loi pour veiller à ce que la législation et les programmes relatifs aux services financiers correspondent aux normes internationales<sup>3</sup>.

29. Comme l'a noté la Banque de développement des Caraïbes, les autorités du territoire ont annoncé qu'elles ajusteraient, réviseraient et feraient appliquer les lois pertinentes, selon que de besoin, pour veiller à ce que le secteur des activités extraterritoriales réponde aux nouveaux besoins du marché et que le territoire reste compétitif sur le plan international<sup>4</sup>.

#### G. Tourisme

30. Toujours selon les renseignements donnés dans le discours sur le budget, le nombre de touristes se rendant dans les îles Vierges britanniques a augmenté de 7 % en 1995 par rapport à l'année précédente, durant laquelle les recettes du tourisme s'étaient élevées à 115 millions de dollars. Cette augmentation est attribuée aux efforts de promotion intensifs du Conseil du tourisme et du secteur lui-même<sup>4</sup>.

31. Le Ministre principal a indiqué que la subvention du Conseil du tourisme avait augmenté, encore qu'elle soit restée en deçà du chiffre demandé. Le Conseil a été chargé d'encourager l'ouverture de pensions et la location de villas par les propriétaires locaux. On a particulièrement mis l'accent sur la promotion de l'île d'Anegada. De l'électricité est fournie à Jack Bay, Lobolly Bay, et à l'extrémité nord-ouest de l'île. Un montant de 700 000 dollars a été alloué à la réfection de l'aéroport et au renforcement de sa sécurité<sup>3</sup>.

32. Dans son effort de promotion du tourisme, le Gouvernement a encouragé la construction d'hôtels et l'agrandissement de l'infrastructure hôtelière existante, ainsi que l'installation d'industries nouvelles exemptées de taxes et de droits de douane pour 10 ans au plus.

33. Il semble que les îles Vierges britanniques aient, plus que les autres îles des Caraïbes, une navigation de plaisance importante. Près de 55 % des touristes qui passent la nuit aux îles Vierges britanniques dorment à bord de bateaux<sup>4</sup>.

34. Le gouvernement du territoire est déterminé à encourager les croisières touristiques, à long terme et pendant toute l'année, avec une nouvelle loi sur les paquebots<sup>4</sup>. Pour "réduire au minimum les incidences sociales et environnementales adverses", le nombre de navires et de passagers dont la présence sera autorisée sur le territoire en tout temps sera réglementé<sup>5</sup>.

#### H. Assistance fournie par les organismes des Nations Unies

35. On trouvera des renseignements sur l'assistance fournie par les organismes des Nations Unies dans un document du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) intitulé "Troisième programme pour les îles Vierges britanniques" (DP/CP/BVI/3 en date du 1er février 1995).

#### I. Dettes publiques

36. Dans son discours sur le budget du 22 mars 1996, le Ministre principal a annoncé que la dette nationale s'élevait à la fin de l'année 1995 à 42 millions de dollars. Un prêt de 3,3 millions de dollars devrait aider en 1996 à financer la première phase du projet d'amélioration et d'entretien des routes (route de Blackburn), l'agrandissement de l'aéroport de Beef Island et l'achèvement du projet de consolidation maritime le long de l'autoroute Drake. Il était prévu que pour l'année, le service de la dette s'élèverait à 4,48 millions de dollars, ce qui porterait la dette extérieure non amortie à 40,4 millions de dollars à la fin de 1996. En mars 1996, la dette nationale totale, y compris les emprunts du



Gouvernement garantis par les offices et les sociétés publics s'élevaient à 78,5 millions de dollars<sup>3</sup>.

#### IV. SITUATION SOCIALE

##### A. Main-d'oeuvre

37. On trouvera des renseignements sur la situation sociale dans le précédent document de travail établi par le Secrétariat (voir A/AC.109/2017, par. 46 à 48).

##### B. Santé publique

38. Le territoire est toujours desservi par l'hôpital de Peebles, situé sur l'île de Tortola et qui compte 50 lits, ainsi que par un certain nombre de dispensaires répartis dans l'ensemble des îles. Il existe également un hôpital privé. On estime que plus de 50 % des soins médicaux de base sont assurés par des médecins privés. On manque d'infirmières qualifiées. En 1992, le territoire comptait 21 docteurs (12 travaillant dans le secteur public et 9 dans le secteur privé), 54 infirmières diplômées, 32 aides-soignantes, 4 pharmaciens, 6 spécialistes de l'hygiène du milieu et 2 agents de gestion des déchets solides.

39. En 1995, le gouvernement du territoire a lancé un plan quinquennal (1995-1999) visant à améliorer les services de santé génésique (voir A/AC.109/2017, par. 50).

40. Il s'est déclaré intéressé par la mise en place d'un système national d'assurance maladie qui contribuerait à financer les dépenses de santé des résidents. Des études de la situation actuarielle et financière doivent néanmoins être effectuées au préalable pour déterminer la viabilité économique et financière d'un tel système<sup>3</sup>.

41. En attendant, le Ministère de la santé prévoit de créer des centres médicaux dans diverses collectivités et il a augmenté le nombre d'heures de consultation des médecins dans les centres existants<sup>3</sup>. Pour commencer, des médecins se rendront une fois par semaine au centre de West End et deux fois par mois au centre de Jost Van Dyke. Des propositions d'agrandissement de l'hôpital de Peebles, de ses laboratoires, de ses salles de radiologie et d'urgence ont également été examinées<sup>6</sup>.

##### C. Criminalité et prévention du crime

42. Le document de travail précédent établi par le Secrétariat contient des renseignements sur la criminalité et la prévention du crime (voir A/AC.109/2017, par. 52 à 54).

#### V. ENSEIGNEMENT

43. L'enseignement demeure gratuit et obligatoire sur le territoire pour tous les enfants de 5 à 14 ans. Le Gouvernement continue d'accorder la priorité à son renforcement (voir A/AC.109/2017, par. 55 à 57).

44. Dix-huit écoles publiques et 11 écoles primaires privées sont réparties sur quatre îles : Tortola, Anegada, Virgin Gorda et Jost Van Dyke. Il y a deux écoles secondaires publiques, une école secondaire privée et un "community college" à Road Town.

45. Dans son budget pour 1996, le gouvernement du territoire a alloué au Ministère de l'éducation et de la culture 14,7 millions de dollars pour des dépenses courantes et 1,9 million de dollars pour des investissements.

#### VI. PARTICIPATION AUX ACTIVITÉS DES ORGANISATIONS RÉGIONALES ET DES MÉCANISMES RÉGIONAUX

46. Les îles Vierges britanniques sont membres associés de l'Organisation internationale du Travail (OIT), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ainsi que de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et des organes subsidiaires de cette dernière, dont le Comité de développement et de coopération des Caraïbes. Le territoire est par ailleurs membre associé de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) (pour de plus amples renseignements voir le document A/AC.109/2017, par. 58 à 60).

#### VII. STATUT FUTUR DU TERRITOIRE

##### A. Position du Gouvernement du territoire et de la Puissance administrante

47. Des renseignements sur la position du gouvernement du territoire ainsi que de la Puissance administrante concernant le statut futur du territoire sont contenus dans les précédents documents de travail établis par le Secrétariat (voir A/AC.109/1060, par. 21 à 23; A/AC.109/1137, par. 4; A/AC.109/1142, par. 18 à 33; A/AC.109/1180, par. 26 à 38; et A/AC.109/2017, par. 61).

##### B. Examen de la question par l'Assemblée générale

48. Le 11 octobre 1995, durant le débat général sur la mise en oeuvre de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a présenté la position de son gouvernement en ce qui concerne les 10 territoires non autonomes (voir A/AC.109/2043, par. 41 à 43).

49. Le 6 décembre 1995, l'Assemblée générale a adopté, par 146 voix contre 4, avec 3 abstentions, à la suite d'un vote enregistré, la résolution 50/38 B dont la partie IV est entièrement consacrée aux îles Vierges britanniques.

Notes

<sup>1</sup> Les informations figurant dans le présent document sont tirées de rapports publiés.

<sup>2</sup> The Beacon (Tortola), 12 février 1995.

<sup>3</sup> Discours sur le budget prononcé le 22 mars 1996 par le Ministre principal et Ministre des finances.

<sup>4</sup> Banque de développement des Caraïbes, rapport annuel de 1995, p. 110.

<sup>4</sup> Banque de développement des Caraïbes, Rapport annuel de 1995, p. 110.

<sup>5</sup> Caribbean Update, juin 1995, p. 3.

<sup>6</sup> The Beacon (Tortola), 13 avril 1995.

-----